



Conférence de Presse pour l'arrivée de la flamme olympique

Coordination anti J.O.
MARSEILLE - 7 MAI 2024

RECUEIL DES TEXTES
Coordination anti-JO
Coordination actions anti-gentrification
Technopolice
Lounapo
AFPS- BDS,
Saccage 2024
et la Coordination No-JO

Introduction de la coordination anti J.O.

Bonjour à tous et toutes,

Merci d'être présent·e aujourd'hui pour cette série de prise de parole accompagnant l'arrivée de la flamme olympique à Marseille, demain mercredi 8 mai.

Pour commencer, il convient de nous présenter, d'expliquer d'où provient cette initiative et par quoi est-elle alimentée. Vous avez ici, à cette table, une partie des collectifs, associations qui ne se retrouvent pas dans le discours glorifié des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 et qui même, au contraire, décèlent dans leur organisation l'amplification de problèmes sociaux, environnementaux, politiques.

Depuis plus d'un an, une trentaine de collectif féministe, antiraciste, écologique, anti-colonialiste s'organisent à Marseille pour produire des analyses, organiser des conférences ainsi qu'un weekend contre JO en décembre. Mais cette contestation, comme nous le verrons est bien plus large contre ce méga-événement imposé – nous y reviendrons au besoin – a pris de l'ampleur et a fédéré contre lui un ensemble d'acteur désireux de battre en brèche les éléments de communication et d'en pointer les problèmes.

L'objectif de cette conférence de presse est de donner la parole à la convergence d'acteurs, en partie représentés ici, afin de porter un regard critique sur l'ensemble de cet événement pour alerter l'opinion publique, les athlètes et le monde du sport, mais aussi pour pousser les Etats et l'Institution olympique à remettre en question les logiques qui les animent.

Les prises de paroles s'organisent dans une optique d'échelle : du local au global.

Dans un premier temps, Victor Collet, sociologue et auteur « Du taudis à Airbnb. Petite histoire des luttes urbaines à Marseille » évoquera les transformations qui traversent Marseille et ses quartiers depuis une dizaine d'année, où l'habitat est secoué par le mal-logement et les dynamiques de gentrification, et dont les JO en sont le point d'orgue.

Dans un deuxième temps, LOUNAPO approchera une autre disparité que connaît Marseille, mise en valeurs par les Jeux Olympiques. Quelle ironie en effet, pour une ville tournée vers la mer, d'accueillir les épreuves de voiles alors qu'une grande partie de la population marseillaise n'a pas accès au littoral et encore moins aux sports nautiques.

Marseille n'est bien sûr pas l'épicentre des compétitions. A Paris, en particulier, l'organisation cause de nombreuses nuisances et dégâts tout en révélant des comportements inacceptables de la part des pouvoirs publics. C'est Saccage 2024 qui parlera de ce sujet.

Les JO ne sont pas qu'une affaire de sport, il se joue bien d'autres choses, comme en matière de contrôle policier.

Le collectif TECHNOPOLICE abordera les questions de sécurité, avec une attention particulière sur la vidéosurveillance algorithmique, testée pour l'occasion et dont le gouvernement veut en inscrire l'usage plus largement dans le droit commun, selon une logique répressive observée ces dernières années.

Ce qui est également reproché aux Jeux Olympiques, c'est l'ambiguïté, pour ne pas dire la violence, dans laquelle certains Etats et leur représentant vont venir parader au nom de l'esprit olympique, malgré les oppressions et les guerres dont ils sont coupables. Ainsi, BDS abordera la participation d'Israël, responsable d'au moins 30 000 morts palestiniens-nes, au mépris des valeurs de paix et de trêve olympique chère au JO.

Enfin, alors que les questionnements s'accumulent, que les contextes sociaux et écologiques se dégradent, que le coût d'un tel événement interpelle, l'État relance la candidature de la France pour les JO d'hiver 2030. Cette incohérence et les nouveaux dégâts qui se profilent feront l'objet d'une prise de parole de la part de NO JO 2030.

Ce ne sont pas que des points de vue franco-français. Les éditions des JO soulèvent des réactions de plus en plus vives des pays sélectionnés pour accueillir ces événements. Des collectifs italiens, mobilisés contre les JO d'hiver 2026, et américain, contre les JO d'été 2028, ont eu à cœur de témoigner de leur position dans des messages vidéos.

A la fin de ces prises de parole, nous nous rendrons compte que le modèle actuel des JO prend pour prétexte le sport et ses valeurs, pour satisfaire avant tout des intérêts privés. L'exemple de cette perversion est celui de la flamme olympique, symbole par excellence des Jeux, fabriquée par la multinationale Arcellor Mittal, le groupe industriel le plus émetteur de gaz à effet de serre de France.

A l'heure où notre monde, nos sociétés, sont bouleversés par le changement climatique, que signifie donc de signaler ?

Nous terminerons par deux appels.

Nous appelons toutes les personnes, associations et collectifs à se rassembler demain à 14H aux Réformés pour porter ce constat, et montrer que l'on peut faire une fête populaire au nom du sport sans exploiter, opprimer, ou détruire.

Nous appelons enfin à faire du point rouge, comme un anneau olympique gâté par les appétits personnels et cupides qui ont depuis longtemps détourné les JO, le signe de ralliement de toutes ces contestations.

Ni Flamme ni trêve ni Airbnb

Texte proposé à la conférence de presse de la coordination anti-J.O., le mardi 7 mai 2024 par Victor Collet, auteur du livre, Du Taudis au Airbnb. Petite histoire des luttes urbaines à Marseille (Agone, 2024), membre de la coordination des actions anti-gentrification.

« Marseille fière d'accueillir la flamme », lisait-on ce matin à chaque coin de rue d'un centre-ville en état de siège pour accueillir le spectacle d'une flamme aussi porteuse d'espoir que méthodiquement destructrice du logement des plus pauvres, des quartiers de Barcelone à ceux d'Athènes, des favelas de Rio aux quartiers éventrés de Seine-Saint-Denis.

Là où la flamme olympique passe, le droit au logement et la simple vue des plus pauvres trépassent.

Mais hier matin, le président chinois, main dans la main avec un autre, rêvait d'une trêve mondiale pendant les Jeux.

De quelle trêve parle-t-on ? De la guerre urbaine menée contre les pauvres à chaque Jeux Olympiques ?

Et comment être fier, à Marseille, d'accueillir une flamme et des épreuves qui, si elles ne détruiront pas autant de logements, d'espaces publics ou verts qu'à Paris et en Seine-Saint-Denis, n'en tireront pas moins le tapis rouge au seul réel gagnant de ces jeux ici : un de ses principaux sponsors, plus gros marchand de sommeil mondial devenu un des nouveaux assassins du logement marseillais : Airbnb.

Comment être fier de faire une telle place, dans la capitale de l'insalubrité française, ses 40 000 logements indignes, ses 100 000 personnes pourrissant dans l'insalubrité, ses 40% de locataires sous le seuil de pauvreté et ses 50 000 demandes de logements sociaux en attente ...

A une plateforme qui affectionne tant les crises, qui, de celle des Subprimes à Reykyavik ou à Athènes, à celles des effondrements de la rue d'Aubagne et du confinement à Marseille, remodèle des quartiers entiers en dégageant systématiquement les plus pauvres des centres-villes.

Comment ne pas avoir honte de mettre à l'honneur une plateforme qui, ici, engrange l'année suivante les effondrements 88% d'augmentation d'annonces uniquement pour faire du fric pendant que des milliers de Marseillais sont trimballés dans toute la ville, évacués et dormant à l'hôtel, que 800 bâtiments sont fermés en plus de trois ans et 6 000 personnes délogées de chez elles...

Comment ne pas être en colère, 5 ans après avoir si vertement dénoncé les décennies d'abandon du centre-ville aux mains des marchands de sommeil et des assassins de la clique à Gaudin, d'accueillir à bras ouvert le plus gros des marchands de sommeil touristique qui facilite la reconversion spéculative des anciens en blanchissant leurs pratiques. Spéculer dans l'opacité mais désormais en toute tranquillité.

Il ne s'agit pas de la flamme d'un jour mais d'un véritable état d'urgence sociale et locative qui aurait dû être décrété depuis 5 ans, et sans trêve.

Comment ne pas vomir devant l'effarant spectacle, au cœur du quartier effondré, consistant à remplacer le taudis par le Airbnb, des habitants pauvres ou peu solvables par d'autres si rentables, passagers, qui viennent désormais se prendre en photo au pied des immeubles effondrés.

Contournement des règles de la location, opacité des annonces, masquage des multipropriétaires en « sympathiques petits propriétaire-occupant », optimisations et abattements fiscaux en tous genres, évitement de l'impôt et de la participation à la collectivité, batailles judiciaires sans fin pour gratter quelques milliers, millions, milliards d'euros...

Quelle différence de fond avec les pratiques du marchand de sommeil à l'ancienne qui extorquait ses loyers exorbitants à des ménages captifs du marché, adepte du contournement des règles, jouant sur l'opacité et la pauvreté pour rogner sur l'entretien, les coûts, les travaux... jusqu'à l'effondrement.

Comment se réjouir, après l'avoir vidé de 10% de sa population en moins de dix jours,

après avoir laissé tant de gens pourrir dans l'insalubrité, de voir tant de crevards à nouveau fondre sur Noailles et dans tous les quartiers les plus délabrés du centre-ville, pour contourner grâce à Airbnb le permis de louer, éviter les obligations de rénovation énergétique, continuer à engranger du profit sur le dos, la sécurité et la vie des Marseillais.es.

Comment ne pas frémir devant l'effarant spectacle qui troque désormais ses cadenas et ses portes blindées ou ses bâtiments fermés pour des boîtiers à clés et des touristes branchés qui viennent se pavaner au milieu du petit paradis populaire marseillais ?

Les esprits chagrins répondront bien qu'Airbnb a bon dos, et qu'avec ses quelques milliers d'annonces, elle participe à sa manière à l'effort de rénovation.

Rénovation pour qui et comment ? En tout cas pas pour ses habitants. En abaissant considérablement le nombre de logements à la location, Airbnb est devenu l'un sinon le principal des acteurs de cette guerre urbaine contre les pauvres. La plateforme comptait 4500 annonces en 2016, avant l'euro de football, et déjà plus de 16 000 en 2022. A l'inverse, l'offre de locations de logement est passée de près de 13 000 en 2019 à moins de 3 000 quatre ans plus tard. Cherchez l'erreur. En contractant l'offre, en créant une rareté extrême, Airbnb fait exploser les prix, participe à bloquer tous les ménages dans les logements, les uns craignant de ne plus rien retrouver, les autres se taisant devant les abus et l'insalubrité. Le marchand de sommeil mondial entretient, accélère et renouvelle toutes les conditions du mal-logement.

50 millions pour une marina, 20 millions pour une place publique, 18 millions pour un coup de karcher à l'Eglise des Réformés... Et, en face, 4 500 euros à la nuitée ici, 1 million d'euros de bénéfices en quelques semaines ou quelques mois avec les J.O. Au royaume de l'insalubrité, la trêve comme la flamme olympique n'auront pour principal effet que d'enrichir les mains de quelques gros spéculateurs, quelques centaines de crevards qui les suivent et de mettre dehors et d'accélérer le mal-logement de milliers de Marseillais.es.

Plutôt que de chercher les 5 millions d'euros manquants pour une marina dont tout le monde se fout, pouvoirs publics et municipalité feraient bien de lorgner les poches de ceux qui pillent et spéculent méthodiquement sur le logement des Marseillais.

Ni flamme ni trêve.

Il est temps d'en finir avec le marchand de sommeil mondial, de lui déclarer la guerre et d'interdire Airbnb

Non aux Jeux Olympiques, non à la VSA!

Ce texte resitue la prise de parole de Technopolice Marseille à la conférence de presse ce 7 mai 2024

Les Jeux Olympiques constituent un gigantesque accélérateur de surveillance, un grand terrain de jeu pour la police et ses prestataires technologiques.

L'« événement » que constitue l'arrivée de la flamme à Marseille l'illustre à lui seul, compte tenu du déploiement de forces de sécurité d'une ampleur sans précédent, qui montre bien à quel point ce qui est présenté comme une fête grande fête sportive et populaire est avant tout un grand événement policier. À Marseille demain, 6000 policiers dont 3000 CRS seront déployés, la moitié des forces mobiles du pays y seront concentrées.

L'accès aux Vieux Port sera contrôlé par onze points de filtrage avec « palpations de sécurité, inspection visuelle, fouille des véhicules et des bagages » dans le cadre des « périmètre de sécurité » hérités de l'état d'urgence... Comme un prélude aux QR codes qui feront leur retour cet été dans la capitale pour avoir le droit de circuler. Et à Marseille toujours, un recours aux hélicoptères, aux drones de surveillance aériens ou sous-marins sera de mise.

Ce premier grand événement lié aux JO organisé à Marseille illustre aussi la répression et la surveillance des mouvements militants. C'est une politique assumée de 2019 et qui s'est illustrée ces derniers mois en visant les mouvements écologistes, syndicaux, pro-palestiniens, et qui s'intensifie à l'occasion des JO. En témoigne l'activité démultipliée des services de renseignement, notamment vis-à-vis des collectifs militants qui voudraient faire valoir leur opposition pacifique à ces jeux policiers et capitalistes bien plus que sportifs. Mais aussi le relèvement du quota des interceptions des communications par les services de renseignement, décidé par le gouvernement.

En témoigne aussi les interdictions multiples ciblant notamment les contestations citoyennes aux JO, de cortèges, de rassemblement. de bannières, de drapeaux, et de toute forme d'expression et de revendication.

Il y a aussi les enquêtes administratives dites de « criblage » de près d'un demi-million d'individus avec le croisement de divers fichiers de police, et leur plus grande interconnexion. Et le développements de nouveaux programmes de surveillance des réseaux sociaux au ministère de l'Intérieur (Centre de Renseignement Olympique, Centre National de Commandement Stratégique).

Chacun a pu le constater ces dernières semaines : on assiste également à une policarisation accélérée du centre-ville visant à renforcer l'attrait "touristique" de la ville en vue de l'afflux de visiteurs cet été, avec notamment l'ouverture d'un deuxième commissariat sur la Canebière à la place d'un espace culturel, le renforcement des patrouilles mobiles dans le cadre d'une guerre aux pauvres, le déploiement de commissariats « mobiles » très visibles sur le Port, et des opérations « place nette » à Belsunce contre les personnes exilées (voir notre outil de détection des arrêtés <https://mamot.fr/deck/@AttrapSurveillance>).

Dans les quartiers Nord aussi, les opérations « place nette » se multiplient ces dernières semaines pour servir une communication gouvernementale absurde. Elles s'accompagnent quasi-systématiquement de drones de surveillance. Le tout, avec une mairie qui mise sur la vidéosurveillance en reniant ses engagements de 2020 : 1650 caméras déjà installées, 500 nouvelles votées le 19 avril dernier, et un renforcement des effectifs du CSU, le centre où est visionné les images de vidéosurveillance (60 agents).

Enfin, les JO sont le prétexte d'une expérimentation de la vidéosurveillance algorithmique (VSA) qui nous inquiète particulièrement. Sur la base de la loi relative aux Jeux Olympiques du 19 mai 2023, les préfetures peuvent ainsi utiliser des algorithmes visant à détecter huit types de situations, dans et aux abords des lieux accueillant du public et des réseaux de transport. Franchir une ligne, marcher à contresens ou être présent dans une zone de « densité trop importante de personnes » pourront conduire à des signalements automatiques à destination de la police, dans les CSU. Qu'on ne s'y trompe pas : le danger ne réside pas tant dans ces quelques usages limités que dans l'élargissement programmé du recours à la VSA avec, à terme, le projet d'une surveillance systématique et généralisée de l'espace public. Les promoteurs de la VSA sont déjà en train de pousser à cet élargissement via des propositions législatives, notamment à travers la proposition de loi relative à la sécurité dans les transports, adoptée au Sénat et bientôt examinée à l'Assemblée.

Pour mieux illustrer l'hypocrisie des « expérimentations » liées à la loi JO, La Quadrature du Net vient enfin de déposer une plainte CNIL contre un déploiement de la VSA totalement illégal et resté largement sous les radars : le projet Prevent PCP, mis au jour par le collectif Technopolice Marseille et déployé notamment à la gare de Marseille St Charles.

Associant la SNCF et la RATP avec un panel d'entreprises, dont le groupe Atos et ChapsVision (par ailleurs toutes deux prestataires des expérimentations liées à la loi JO), Prevent PCP prend formellement la forme d'un marché public subventionné par l'Union européenne. En pratique, les entreprises voient leurs systèmes de VSA déployés dans des grandes gares à travers l'Europe pour détecter des « bagages abandonnés », via une méthode reposant sur l'identification et le suivi des propriétaires des bagages. En France, ces systèmes de VSA sont ainsi déployés depuis des mois dans la gare du Nord et la gare de Lyon à Paris ou, plus récemment, dans la gare de Marseille-Saint-Charles.

Ce n'est qu'un exemple parmi les centaines de déploiements illégaux de la VSA en France. En lien avec nos camarades organisés localement et toutes les personnes qui voudront se joindre à nous, nous venons de lancer une campagne pour faire obstacle à la VSA (lqdn.fr/vsa), en tâchant de visibiliser et de dénoncer tous les projets, liés à la loi JO ou non.

Tribune relative aux activités maritimes à la conférence de presse anti-JO du 7/05/2024

Présentation de Virginie, membre de l'association Lounapo

Je navigue avec Lounapo, association qui avec son voilier auto-géré organise des sorties en mer à prix libre pour qu'elles soient plus accessibles. L'association est marseillaise mais le voilier est basé à Martigues faute de place à Marseille. Cela fait 10 ans qu'on cherche une place au port, comme d'autres voiliers associatifs. Il n'y a pas de politique de la métropole pour favoriser les associations et les bateaux qui naviguent souvent; il y avait une liste d'attente associative sur laquelle nous étions inscrite mais la Métropole l'a supprimée. Actuellement les listes d'attente sont de plus de 15 ans alors que les bateaux qui sont au port naviguent en moyenne 3 jours/an.

Lounapo a rejoint la coordination anti-JO notamment en apprenant que les JO empirent la situation car il y a encore moins de places disponibles depuis les travaux de la Marina Olympique car les bateaux qui y étaient ont dû être rebasculés ailleurs.

Il faut savoir que si Marseille a une rade magnifique offrant des conditions exceptionnelles pour la navigation (sic), elle est en fait assez peu accessible et très inégalitaire pour ses habitant.e.s. ; les plages et le littoral utilisable aux habitant.e.s sont concentrés dans les quartiers sud.

Privatisation et saturation du littoral et de la mer
Les JO amplifient cette faible accessibilité.

Des zones importantes de la rade de Marseille ont été interdites à la navigation et à la nage l'année dernière pendant les essais ou "test events", mais aussi pendant cette année d'entraînements et le seront cet été pendant les épreuves en pleine saison touristique

Les accès sont également restreints aux plages de l'espace Borely, qui sont pourtant les plus accessibles pour les Marseillais.e.s. Les Nageurs du Prado manifestent régulièrement depuis l'année dernière à ce sujet.

De plus le littoral comme la Corniche, très fréquenté pour les balades ou encore la pêche sera plus fréquenté et moins accessible pour les habitants notamment à cause de l'encombrement des transports en commun mais aussi des contrôles de sécurité.

Le tourisme de masse qui s'amplifie à Marseille avec ce genre de méga-événement est en train de priver les Marseillais de leurs espaces de loisir et de confort en période de canicule ; c'est déjà le cas des calanques et du Frioul en été.

La marina et les équipements sportifs olympiques
La Marina municipale du Roucas Blanc devenue marina olympique a nécessité un peu plus de deux ans de travaux pour un coût total estimé à 44 millions d'euros, soit près de deux fois le budget initial (25 M EUR). La ville cherche encore environ 5 millions pour la financer sinon de sa poche

On la vante comme étant un équipement qui servira aux marseillais.e.s ensuite. Certes. Néanmoins "à l'occasion des Jeux, la Marina du Roucas-Blanc, point de départ des bateaux, est adaptée aux mesures d'accueil pour une compétition de l'ampleur des Jeux Olympiques". On aurait donc pu faire un peu moins "grand" et n'impliquant pas des travaux avant et après les jeux. Travaux de redimensionnement post-Jeux: septembre 2024 à avril 2025.

De plus, les JO n'apportent rien en nouveaux équipements pour les quartiers nord, qui en ont vraiment besoin. D'ailleurs, 9 des 10 équipements olympiques se trouvent dans les 7^e, 8^e et 9^e arrondissements (quartiers sud).

Si la démocratisation des activités nautiques à Marseille passaient par les grands événements sportifs ça se saurait!

Les JO sont présentés comme une grande opportunité de démocratisation de la voile et des activités nautiques. Selon Tony Estanguet "Les champions vont susciter des vocations et les petits Marseillais vont être inspirés par les victoires de cet été".

Or la ville de Marseille (<https://www.marseille.fr/sports-loisirs/jeux-olympiques-et-paralympiques/pourquoi-marseille-comme-site-olympique>) accueille plus de 100 manifestations nautiques par an, allant des régates locales au Tour de France à la voile à de grandes compétitions internationales, telles que "The Race" (2001), les "Jeux mondiaux de la Voile" (2002), l'Audi Med Cup sur TP 52 (de 2008 à 2011), le "Marseille One Design" (2014 et 2015), etc.

Ce n'est pas cela qui a fait progresser l'accès aux sports nautiques pour les Marseillais.e.s. ; c'est une élite qui en profite.

Ce dont ont vraiment besoin les Marseillais.e.s sur le plan maritime:

- Avoir de meilleurs accès à la mer et infrastructures notamment dans les quartiers nord : cf. notamment le collectif Rendez la digue!
- améliorer l'accès aux plages (transports en communs notamment bus pour la base nautique de Corbières)
- Ne pas privatiser des parties de la plage (risque autour des Catalans)
- Accessibilité et infrastructures sur les plages: pour la marina olympique beaucoup de toilettes ont été installés alors qu'il n'y en a presque pas sur les autres plages du Prado
- Des piscines pour apprendre à nager (revendications piscines)
- Une autre gestion des places au port pour favoriser les bateaux qui font vraiment vivre la rade de Marseille
- Politique d'accessibilité à la mer des collectivités cf. propositions du collectif Marseille Vue de la Mer : ponton partagé de voiliers associatifs, Passeport Mer, etc.

Tribune de l'association France Palestine Solidarité et du mouvement international BDS

Texte lu à la conférence de presse par un membre de l'association FPS et de BDS France - 7 mai 2024

Je représente ici l'Association France Palestine Solidarité et le mouvement international BDS –qui appelle au boycott désinvestissement sanctions-envers l'état israélien, jusqu'à ce que celui-ci se conforme au droit international. Ce mouvement anticolonial, antiraciste et non-violent, a été initié par la société civile palestinienne, en 2005, il appelle les sociétés civiles du monde entier à soutenir les Palestiniens dans leur lutte contre la colonisation, l'oppression et l'apartheid exercées par l'état israélien, en boycottant ou en demandant le désinvestissement d'enseignes ou d'entreprises implantées dans les territoires occupés ou qui tirent profit de la colonisation, à commencer par Carrefour.

Dans le cadre de ce mouvement, nous soutenons l'appel de plus de 300 clubs sportifs palestiniens et d'organisations palestiniennes qui ont demandé au CIO de remplir ses obligations en excluant Israël des prochains JO jusqu'à ce que cet état mette fin à ses graves violations du droit international, en particulier à son système d'apartheid et à son génocide en cours dans la bande de Gaza. Nous rappelons qu'en 1964, le CIO avait banni l'Afrique du Sud des Jeux olympiques de Tokyo et de tous les Jeux olympiques suivants jusqu'en 1992 en raison du système d'apartheid en vigueur dans le pays.

Tout le monde sait que les événements sportifs internationaux jouent un rôle important dans la construction de l'image d'un pays. Empêcher Israël de se promouvoir comme un État «fair-play» via la participation de ses équipes sportives dans les compétitions internationales, en particulier dans les JO, enverrait un message fort: la politique raciste, d'occupation et d'expulsion envers les Palestiniens est inacceptable.

Nous rappelons également que, depuis très longtemps, l'État israélien est très présent dans la sécurisation des JO. Technopolice est revenu sur les systèmes de surveillance mis en place lors de ces JO, mais nous insistons sur le fait qu'une grande partie du dispositif de surveillance qui sera déployé vient d'Israël. En effet, il existe de nombreux échanges et partenariats entre la France et l'Israël qui, par leur existence, cautionnent ces violations du droit international.

L'Etat sioniste teste sur le peuple palestinien des technologies de sécurité, il s'en sert même d'argument de vente, « testé » in vivo », qui ont vocation à être exportées dans l'ensemble du monde occidental, et utilisées contre la population, en particulier dans les quartiers populaires, dits sensibles.

Pour finir, n'oublions pas que la France est directement impliquée dans le génocide à Gaza, puisque 9 grands groupes industriels français (dont Dassault, Safran ou encore Airbus) vendent des armes à Israël. Il a été indiqué que des armes françaises ont été utilisées lors du massacre de la farine, en février, lorsque l'armée israélienne a tiré sur une foule auprès des convois humanitaires. Notre gouvernement joue un rôle central dans ces ventes d'armes puisqu'il octroie les licences pour chaque transaction.

Pendant que notre pays apporte un soutien logistique et économique à ces crimes contre l'humanité en Palestine, pendant qu'un peuple est massacré et que le monde occidental réprime de plus en plus durement les militants pacifistes de la cause palestinienne, à commencer par les étudiants, nous allons assister à ce qui s'apparente à une diversion.

En conséquence, nous appelons toutes les personnes de conscience, en France en particulier, puisque les JO se dérouleront sur notre territoire, à se mobiliser pour l'exclusion des équipes sportives israéliennes et à boycotter et appeler au boycott de cet événement international.

Le génocide n'est pas une épreuve olympique! Nous invitons aussi toutes les personnes sensibles à tous les dégâts engendrés par cet événement à rallier notre mobilisation, pour faire triompher le droit international et le droit humanitaire.

Saccage 2024

Texte lu lors de la conférence de presse du mardi 7 mai 2024 par Saccage Paris 2024

Les jeux olympiques de Paris n'ont le nom de la capitale que pour offrir une image de marque aux touristes, mais en réalité, la plupart des saccages de ces jeux se retrouve en banlieue parisienne, notamment dans le 93 ou la plupart des infrastructures construites ce site. Mais la bannière olympique a bon dos pour justifier des pratiques qui seraient jugées inacceptables en tout autre temps, que ça soit le déploiement de drones, de caméras algorithmiques, mais également de restrictions de mouvement.

En effet, les QR code et restrictions de mouvement sont à nouveau à l'ordre du jour, notamment pendant la cérémonie d'ouverture où Paris sera coupée en deux et seules les personnes avec des tickets pour la cérémonie ou des autorisations de la préfecture auront le droit de traverser la Seine, les autres seront cantonnées de leur côté de Paris.

Déjà à Marseille, on voit les dérives de cette vision inacceptable de l'organisation de la vie en milieu urbain, ou aujourd'hui, pour l'arrivée de cette flamme, Darmanin daigne à regret ouvrir une « zone de manifestation » pour cantonner les protestations loin des yeux et des caméras.

Et les JOP, c'est également des déplacements de population, avec la destruction de logements sociaux, d'augmentation des loyers pour forcer les populations les plus défavorisées toujours plus loin des centres, des étudiants privés de leur logements sans plus de compensation que 100€, mettre les personnes sans abris dans des bus pour les éloigner de Paris sans qu'aucune infrastructure puisse les aider là où ils sont ainsi cachés aux yeux du monde, une systématisation des mises en garde à vue, pour distribuer des OQTF et faire des placements en CRA. Tout ça pour transformer les villes en attraction touristique pour les plus fortunés qui vont pouvoir profiter d'une ville aseptisée, dénuée de sa vie.

Ces soucis ne sont pas une exception parisienne ou même française, mais le fruit de la collaboration historique du comité olympique, des pays hôtes pour essayer de maintenir l'hégémonie du pouvoir en place, utilisant le couvert du sport pour cacher leur exaction.

En un mot comme en cent, les jeux olympiques c'est ni ici ni ailleurs.

COLLECTIF NO JO 2030

Texte lu lors de la conférence de presse anti JO de Marseille, le 7 mai 2024

QUESTION : Qu'est-ce que la majorité de la population sait des JO ?

Ce qu'elle entend à la télé ou à la radio, ce qu'elle lit dans les gazettes communales ou voit sur les panneaux publicitaires: un seul son de cloche : LA GLOIRE OLYMPIQUE !

Si elles et ils savaient !!!

Alors justement, dans un souci d'équilibre et de contradictoire, le collectif NO JO s'évertue à diffuser l'autre information, un décryptage du revers de la médaille, des témoignages, des faits.

La réalité mortifère du monde olympique, malheureusement, quand on s'y intéresse de près, on la connaît bien : les jeux « modernes », créés par un baron machiste et fasciste, sont synonymes de conflits d'intérêts, corruption, endettement, batailles d'influence, pressions, dopage, harcèlement, maltraitance, délogement, gentrification, concentration des gains, flambée des prix, pollution, mouvements problématiques de foules, surveillance généralisée, répression envers les opposants politiques, les pauvres et les exilés, expropriations, déboisement, écocide, bétonisation, prévalence de la loi d'exception soit accélération des procédures, dérogations, mesures compensatoires fallacieuses... et j'en passe.

Les promoteurs des JO se réjouissent d'ailleurs de ce levier d'accélération.

En effet, il leur permet d'imposer à la population des chantiers controversés, bien souvent des routes et autoroutes, ce que vise Mr Muselier notamment avec la création ou l'élargissement de nombreuses liaisons dans les Alpes du sud.

Eh oui, les dénis démocratiques et climatiques ne sont pas interdits par la charte olympique !

Malheureusement encore, les exemples de Paris 2024 et de Milan 2026 nous montrent que les nouvelles promesses de jeux durables et économes ne sont que « poudre de perlimpinpin » et peinture verte

Cela est assez documenté pour que je rentre dans les détails

Mais juste 1 quand même : montant des dépenses pour Paris, à l'heure d'aujourd'hui : 10 milliards d'euros !

Et maintenant, on a 2 révélations à vous faire :

1. Les chantiers démesurés, la courchevelisation de nos territoires, financée à coup d'argent public, a depuis longtemps commencé dans les Hautes-Alpes, alors qu'investir dans les stations de montagne relève de l'obsolescence climatique. Le rêve de JO date-t-il seulement d'hier ?

2. Mr Muselier sait mentir. Ni lui ni personne ne nous a jamais proposé le dialogue !

Et pourtant, il l'affirme ! Par contre, depuis 1 an, notre collectif sollicite le débat et la consultation de la population. Mais c'est lettre morte, mépris ou censure.

Les espaces de parole sont inexistantes pour le contradictoire.

Pour exemple, en date du 2 mai, dans l'article du journal « Alpes et midi » concernant la visite du CIO à Briançon le 24 avril dernier, l'encart sur les « opposants », (50 pour la police 130 pour les syndicats!) ne relate que les propos du CIO et de Mr Muselier :

« ...ils ne veulent rien...ne sont pas très nombreux et ne proposent rien... »

Aveu de déni et de faiblesse !

Mr Muselier, comme Mme Eymeoud et compagnie, savent très bien que nous voulons beaucoup de choses! Mais parce qu'ils-elles savent que notre vision est à l'opposé de la leur, ils ne prennent même pas la peine d'entendre nos propositions et encore moins de les financer !

Il est vrai que ce terrain est dangereux pour les défenseurs des JO. L'anticipation et la réduction des dérèglements climatiques mettraient à mal leurs distractions de riches !

Ils elles vivent dans le passé, celui qui leur a permis de bâtir leurs fortunes et d'accaparer le pouvoir

Si c'est la fin du monde, réfugiez-vous dans le cerveau de Muselier, car il a 20 ans de retard !

Mais malheureusement, encore, l'accélération des événements extrêmes nous donnent raison.

Sécheresse, inondations, tornades, canicules, éboulements, glissements de terrain, perte de rendements agricoles, famines, pandémies...

Le monde entier est touché par les désastres

La France entière aussi, inondée, fissurée, soufflée

Les Hautes-Alpes ont vécu 2 jours de pluie diluvienne sur la neige en décembre.

Ponts, routes et maisons ravagés, 51 millions de dégâts.

Nous n'avons rien contre le sport, nous aimons les loisirs d'hiver, mais ceci ne sont plus du tout accessibles comme avant aux classes défavorisées ! Les classes de neige disparaissent, les centres de vacances vendus aux promoteurs du tourisme de luxe. Ce monde d'abondance, responsable des bouleversements que nous vivons, est réservé à l'élite.

Les Alpes n'ont pas besoin de JO ni autre giga événement antisocial et destructeur !

Les Alpes ont besoin de protection des glaciers qui fondent, des saisonniers qui souffrent, des écoles qui se délabrent, des logements permanents qui deviennent Airbnb, des services publics qui sont inopérants...

Les Alpes ne sont pas un terrain de jeu à marchandiser, ni une usine à neige artificielle, ni une frontière sélective.

Les Alpes ne peuvent pas accueillir toute la richesse du monde !

L'important est de ne pas y participer !

Moins haut, moins vite, moins cher !

Si la population se mobilise, comme en Catalogne en 2021, nous pourrions faire annuler les JO ! Les JO sont annulables !

Collectif NO JO, ni ici ni ailleurs mais sur le site no-jo.fr

**FLEMINGE
OLYMPIQUE
8 MAI
RDV 14 H
REFORMES**